Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 103
Octobre 2018

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Dejacques en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Alors, le 9 octobre, on y va ou pas ?

Enième réforme des retraites, à points celle-ci ; suppression de postes et précarisation massive des emplois dans la fonction publique avec un contingent de contractuels qui s'accroît d'année en année, attaque sur les droits des chômeuses et des chômeurs pour mieux faire des économies sur le dos des plus défavorisés, non indexation des pensions des retraités après la hausse de la CSG… Macron donne dans le vandalisme social.

Concernant cette grève du 9 octobre, la plupart des compagnons pensent que cette journée de grève ne servira à pas grand-chose d'autant que la FSU, division oblige, appelle à se mobiliser « sous toutes les formes possibles », c'est-à-dire qu'elle n'appellera pas à la grève, nationalement. Elle se réserve pour une grève corporatiste en novembre. C'est la chronique d'une nouvelle défaite annoncée après les défaites accumulées depuis 2003. Le défaitisme syndical prend de l'ampleur. Les travailleurs savent que les manifestations d'un jour ne font pas reculer le gouvernement. Loi El Khomri, code du travail, statut des cheminots…les centrales syndicales dites représentatives ont perdu face à l'Etat malgré quelques belles mobilisations, alors une manif-ballon de 24 heures, qui peut y croire sérieusement.

Certains préconisent une grève générale mais de nombreux salariés rechignent à perdre une journée de salaire pour une manif sans lendemain. Il faut alors changer de braquet. Une grève réussie, c'est une grève qui s'appuie sur l'opinion publique, les usagers…ou alors elle est à l'initiative d'une corporation qui a les capacités de bloquer l'économie et de frapper au portefeuille le patronat ou l'Etat employeur. L'action directe et les méthodes appliquées aux origines du syndicalisme révolutionnaire peuvent aussi rendre de bons services quand le patronat fait la sourde oreille aux revendications des travailleurs.

Parallèlement, quand on n'est plus en capacité de gagner une grève, on agit par le biais de la consommation et on remet au goût du jour le label et le boycottage. Ces méthodes sont éprouvées et ont l'avantage de ne pas pénaliser financièrement les salariés. Les étudiants et les chômeurs peuvent de même s'associer aux luttes. Cette association permet de dépasser la division syndicale qui devient de plus en plus l'éventail derrière lequel on se cache pour ne pas faire grève. Pendant ce temps-là, les syndicats réformistes genre UNSA et CFDT progressent électoralement parlant car ils donnent l'impression d'obtenir des avancées sans aller au conflit avec le patronat. Peu d'entreprises du secteur privé font grève pour peser sur les négociations salariales annuelles (les N.A.O.) et les fonctionnaires se mobilisent a minima pour défendre leur pouvoir d'achat bien rogné par le blocage de leurs salaires et une revalorisation sérieuse du point d'indice depuis des années. C'est un constat, cruel mais qui représente la réalité d'aujourd'hui.

Dans le milieu militant deux options se font jour. L'une pense que la grève peut servir de levier pour aller plus loin. Pour cela il faudrait remobiliser la base et doper les équipes militantes (le militantisme serait-il une drogue à accoutumance ?).

L'autre, que cette grève sera une grévette comme à l'accoutumée. Que le syndicalisme est trop intégré à la logique du système capitaliste : financement vital des structures syndicales par l'Etat et non plus basé sur les cotisations des adhérents. Dans ces conditions, le syndicalisme institutionnel joue un rôle convenu : il canalise les salariés. Contre quelques grains à moudre, le syndicalisme s'assoit à la table des négociations avec les patrons pour finalement veiller au respect des modalités de l'exploitation capitaliste. Le syndicalisme, à moins d'être débordé, gère les conflits du travail et tente de faire régner la paix entre les classes sociales.

Pourtant, quelques syndicats arrivent encore à démontrer de temps à autre que les lois ne sont que le reflet des rapports de force dans la société. Les congés payés, la protection sociale, les retraites… sont des droits qui ont été conquis de hautes luttes : occupations d'usines, manifestations monstres, heurts avec les forces de l'ordre capitaliste…

Marcher sur ses deux jambes : revenir aux pratiques de l'action directe dans les syndicats (fédéralisme syndical, mandats précis et révocabilité des mandatés…) et encourager l'entraide et la solidarité en dehors des syndicats (ZAD à multiplier, participation du plus grand nombre aux décisions dans les A.G., pression des consommateurs organisés pour obtenir satisfaction…).

Il nous faut renouer avec les victoires qui en appelleront d'autres. Pour l'instant, chacun fera ce qu'il voudra le 9 octobre, mais d'ores et déjà, nous pouvons réinvestir le champ des formations militantes, accompagner ceux et celles qui luttent, construire des alternatives et stopper le projet de la macronie : une entreprise France pour les nantis.

Patoche (GLJD)

Fédéralisme syndical

A la base du mouvement ouvrier doit se trouver l'ouvrier. Voilà une affirmation qui, malgré sa banale logique, qu'on a presque honte de l'énoncer aujourd'hui, n'en est pas moins méconnue tant dans le monde capitaliste que celui du socialisme électoral. Producteur de toutes les richesses, les travailleurs ont leur mot à dire dans tout ce qui les concerne. Pas question de le bipasser ni de sacrifier l'être le plus indispensable à la vie.

Groupés en syndicats, où les intérêts de tous et toutes doivent converger – la résistance à l'oppression patronale et technocratique, la suppression du salariat (évidemment, pas dans le sens de l'ubérisation, de l'auto-entreprenariat…), l'organisation du travail sans parasite- les travailleurs n'ont pas à se laisser mener par une autorité quelconque. Ils sont là chez eux, dans une institution de leur propre classe. Les compétences et les connaissances spécifiques à la prise de décision et à la mise en œuvre des décisions prises ne doivent pas conduire un nombre restreint d'individus à organiser l'émancipation de tous. Fonctionner ainsi serait perpétrer notre inaction et notre asservissement. Si une besogne d'administration est indispensable dans la plupart des groupements de travailleurs (paysans, ouvriers et salariés du secteur tertiaire), qu'elle ne se transforme pas en besogne de bureaucratie ou de gouvernement. Qu'elle reste égalitaire, que le travail reste continuellement contrôlable et par une formation adaptée soit faisable par le plus grand nombre. Le fonctionnement syndical doit reposer sur la clarté afin que tous et toutes sachent ce qui se passe dans l'organisation. L'œuvre syndicale ne doit pas devenir la chose d'un seul ou de quelques-uns. Que personne en se spécialisant ne devienne pour les autres un incontournable ou un nouveau maître dont ils dépendent. Les fonctions les plus importantes doivent pouvoir trouver des syndiqués aptes à remplir toutes les tâches par rotation, ce qui suppose une formation et une volonté de supprimer les êtres irremplaçables afin de stabiliser le syndicat et ne plus le faire dépendre d'une éventuelle répression ou de la disparition d'une personne.

L'action dans le syndicat doit s'effectuer entre égaux, ce dernier ayant pour vocation d'enregistrer les volontés des travailleurs. Au niveau fédéral, l'union ouvrière sera ce que les syndicats en feront. Une fédération n'a pas d'autre but que de synthétiser les aspirations communes, les besoins communs, les efforts communs.

L'organisation fédéraliste est une forme d'association (d'individus ou de groupements) sur une base égalitaire, où l'individu comme le groupement conservent leur autonomie. Donc aucune subordination n'est compatible avec le fédéralisme qui n'est qu'union, alliance, entente libres. Dans ce contexte, tous les individus ont une réelle valeur d'action.

La liberté de chacun s'accroît au contact de la liberté d'autrui. Tous utiles, personne ne doit être indispensable. Le fédéralisme ainsi compris est un système de relations, et il y a fédéralisme d'autant mieux caractérisé que ces relations sont plus solidaires, fréquentes, volontaires et actives. Il se construit de bas en haut pour prendre toute sa place dans la gestion de l'économie : la gestion directe, par les producteurs eux-mêmes. Et c'est en sens que Proudhon déclarait que l'atelier fera disparaître le gouvernement. (Jipé)

Honte à vous, Aurore Bergé!

Honte à Aurore Bergé et à cette macronie contre les personnes âgées

« Les retraités peuvent faire un effort » : Aurore Bergé, députée LREM, le dit clairement et assume ! Le problème des députés LRM, c'est qu'ils connaissent mal leurs dossiers ou alors ce sont des cyniques comme on en a rarement vu chez les politiciens. Quoique politiciens cyniques, c'est plutôt un pléonasme pour nous autres libertaires.

Madame Bergé connaît-elle les difficultés des enfants qui ont du mal à trouver une ou deux places en Ehpad pour leur(s) parent(s). Connaît-elle le nombre de places disponibles en Ehpad publics au regard du nombre de demandes au Havre par exemple ? Connaît-elle les prix pratiqués en Ehpad privés, du type Korian, mais il existe d'autres groupes pompes à fric. Parce que les seules places disponibles actuellement en Ehpad relèvent du secteur privé à 3500 euros par mois pour les clients. Car maintenant, nous parlons de clients et non de patients. Vous avez bien compris, ce sont donc 7000 euros par mois que l'on demande pour un couple qui serait placé en Ehpad, à statut privé, faute de places dans le public ! De plus, il faut verser à l'entrée une caution de 25000 euros ! Et oui, madame Bergé ! Assumez-le !

Et pour les familles, « codébiteurs » au regard du code civil, c'est le casse-tête. Alors vous pouvez ponctionner les enfants de ces personnes du troisième âge qui sont bien souvent retraités elles-mêmes.

1,7% de CSG en plus, ne plus aligner les pensions sur le coût de la vie…ce n'est pas avec ce genre de mesures que vous allez aider les « aidants » qui n'en peuvent plus des démarches administratives et des problèmes financiers qu'on leur impute en supplément.

Honte à vous Aurore Bergé ! Et nous savons de quoi nous parlons ! Car nous parlons de situations concrètes. Pour une inscription en Ehpad, le système en place est un système soviétique ; c'est un dédale de dossiers administratifs qu'il faut remplir et un volet médical à obtenir. Vous mettez en place un système « via trajectoire » qui est censé apporter une simplification administrative. Cela s'appelle la dématérialisation. En réalité, c'est une arme du libéralisme qui détourne le sens des mots :

« Une orientation personnalisée et informatisée.

ViaTrajectoire est un service public, gratuit et sécurisé, qui propose une aide à l'orientation personnalisée dans le domaine de la santé. »

Cette modernisation en utilisant le tout numérique a deux conséquences bien distinctes pour les personnes âgées. La première, c'est que la population en situation précaire n'accède plus au service public. La seconde, c'est que les demandes envoyées via cette plate-forme ne sont pas lues pour la plupart ou alors très tardivement par les services administratifs. Les Ehpad qui n'ont pas de chambres disponibles diffèrent ainsi les prises en charge de dossiers. On fait croire aux gens qu'on s'occupe d'eux alors qu'on attend prosaïquement que les vieux meurent pour libérer des lits. De même, quand on fait de multiples demandes, chaque Ehpad espère que c'est le voisin qui récoltera la patate chaude et par conséquent ne fait rien. La secrétaire d'un Ehpad nous a répondu : j'ai en moyenne un lit disponible par mois et en parallèle une cinquantaine de demandes d'admission. Voilà la réalité, Madame Bergé ! Elle est où dans ce cas la solidarité intergénérationnelle pour nos anciens ? Dans les salons de l'Elysée où on se goinfre de petits fours ? Où l'on pérore devant les caméras ? Honte à vous, Madame Bergé. Votre république en marche va à reculons. Nous avons bien compris que la dématérialisation des services publics a pour but, non de simplifier la vie aux usagers mais de faire des économies de postes dans tous les domaines.

Pour trouver une place en Ehpad, il faut avoir un ordinateur, une connexion internet, une imprimante…voire un photocopieur…et surtout la maîtrise de l'informatique. Ce qui représente un coût et une sacrée marche pour les personnes qui ne sont pas nées avec internet.

On parle souvent des conditions de travail dans les Ehpad, qui sont mortifères pour les soignants et les patients (nous vous laissons le terme de client) mais on oublie souvent les aidants qui galèrent tous les jours avec leurs vieux parents. Une retraite moyenne, c'est 1300 euros. Alors, Madame Bergé, faites vite le compte pour voir le casse-tête des retraités pour payer une place en Ehpad. Et évitez de nous parler des aides sociales qui représentent la partie congrue de la dépense principale, sans compter le parcours du combattant pour trouver une place…

Honte à vous, Madame Bergé !

La retraite à points, c'est la couillonnade

Macron et son sbire Delevoye travaillent sur un projet de loi pour 2019 et prônent un système universel par points.

Actuellement, quand on part en retraite, on sait à peu près combien on va toucher, une fois en retraite.

Avec le système par points, le montant des retraites ne sera plus garanti comme aujourd'hui puisqu'il dépendra de la valeur du point, ce dernier pouvant varier. Avec ce système, s'il venait à être mis en application, les salariés partiraient en retraite avec une pension rognée ou seraient contraints à partir plus tard.

En clair, la retraite par points sonnera le glas des droits collectifs s'appliquant au montant de la pension ; cette dernière dépendra du bon vouloir des décisions politiques du gouvernement, selon les données économiques et démographiques du moment.

Quand les financiers, le patronat et les gouvernements à leur botte parlent d'équité, d'égalité de traitement, c'est en général une détérioration de nos acquis qui fichent le camp. Depuis les mesures Balladur de 1993 qui ont attaqué le secteur privé, nous perdons des droits qui sont retirés au compte-gouttes : verrou des 37,5 annuités sauté en 2003, réforme de 2010 qui a repoussé l'âge de départ à la retraite. A chaque fois, c'est la douche froide pour les petits pendant que les gros se frottent les mains.

Le syndicalisme manque d'adhérents, de conviction. Il fonctionne avec un corps de professionnels de 50 000 permanents et de nombreux retraités. La jeunesse préfère s'investir hors la politique politicienne et les syndicats. Le militantisme est souvent un milieu pathogène qui rebute les bonnes volontés. Pour faire plier le gouvernement, il faudra envisager d'autres modes de lutte. Les grèves corpo, les manifs ballons…nous ont conduits aux échecs que l'on connaît depuis 2003. Ces derniers se font encore sentir et permettent aux gouvernements de droite et de gauche de mener la charge contre les travailleurs. A quand le coup d'arrêt de tous leurs projets néfastes et destructeurs ?

Micka (GLJD)

Ehpad publics au Havre

Au moins quand on effectuait une inscription à titre de précaution, il y a un an et demi, on vous demandait de confirmer tous les 3 mois votre candidature. Aujourd'hui, quand des médecins gériatres de l'hôpital demandent un placement en urgence en Ehpad, le service clientèle et facturation qui enregistre les inscriptions vous indique que votre demande est inscrite sur liste d'attente, avec une notion d'urgence, qu'il convient de maintenir en contactant le service clientèle, tous les quatre mois…

Il est évident qu'au bout de 4 mois voire huit ou plus, on se perd en conjecture sur la notion d'urgence. Le crétinisme administratif a de beaux jours devant lui au pays des courriers types. On peut de surcroît compter sur la complicité morale d'employés chargés de faire avaliser les directives des technocrates, toujours en quête de diminution de coûts. Que l'usager, pardon le client, puisse avaler des couleuvres. Quinze jours de gagner pour un dossier de financement qu'on vérifiera lors d'un rendez-vous donné par téléphone, c'est toujours cela de gagner, on aura peut-être des morts qui libèreront des lits.

Au-delà du caractère d'urgence pour des aidants qui sont au bout du rouleau à force d'épauler leur(s) parent(s), c'est la somme de paperasse qu'il faut remplir qui est hallucinante. Si l'administration dématérialise en investissant dans le tout numérique, elle vous demande une somme phénoménale de photocopies : l'intégralité du livret de famille, le dernier avis d'imposition (qui est sur via-trajectoire pourtant), la déclaration pré-remplie des revenus ou les photocopies des derniers relevés annuels de pensions et de rentes etc…sans compter l'engagement de payer pour chacun des enfants, ces obligés alimentaires d'après le code civil. Que du papier. Avec le nombre de demandes qui explosent, on a certainement l'équivalent de la moitié de la forêt de Montgeon partie dans la pâte à papier. On se demande si Nicolas Hulot ne serait pas parti du gouvernement à cause de cela, le bougre !

Parce que nos parents qui ont travaillé toute leur vie, à qui on a demandé de relever les manches après-guerre pour redresser le pays, qu'on a envoyé faire la guerre d'Algérie…se retrouvent avec une retraite moyenne de 1300 euros. Alors, à 86 ans, pour payer un Ehpad public (2000 euros en moyenne par personne) ou un Ehpad privé (3500 euros plus une caution de 25000 euros), c'est dur d'entrevoir joyeusement les dernières années de sa vie.

En réalité, les personnes du troisième âge, comme on dit, représentent la génération sacrifiée : mômes pendant la guerre avec les privations dues à l'occupation, guerre d'Indochine puis d'Algérie…et maintenant les établissements médicalisés qu'ils ne peuvent se payer la plupart du temps. Et on a le culot de nous parler des trente glorieuses. Mais celles-ci l'ont-elles été pour les ouvriers ?

En clair, notre message s'adresse plutôt aux jeunes. Quand le patronat et l'Etat vous diront qu'il faut redresser le pays, faire un effort de solidarité…pour davantage d'équité…Ne les croyez pas, ils mentent comme des arracheurs de dents et regardez plutôt comment sont traités vos grands-parents ou vos vieux voisins, issus du rang des travailleurs, dans quelles conditions ils vieillissent et comment ils meurent. Vous saurez alors que vous n'avez rien à attendre de la rhétorique politicienne.

Alors, une seule issue, un dernier combat pour la dignité ! Aidants, personnes âgées, vous avez encore des moyens de pression, réfléchissez, regroupez-vous.

Vous pouvez compter sur les libertaires au Havre. Contactez-nous : julesdurand.lehavre@gmail.com

Voir sur le site les articles écrits à ce sujet et ceux à venir. Nous reviendrons sur le scandale des inscriptions…

Macron, retraités et illectronisme

Alors que Macron augmente la CSG des retraités et en même temps refuse d'aligner l'augmentation des retraites sur l'inflation, les seniors commencent à saturer. La méconnaissance des personnes âgées doublée d'une certaine hypocrisie en même temps qu'une dose de cynisme aboutit à pénaliser nos anciens. En dehors du pouvoir d'achat en berne, la société relègue une bonne partie de nos aînés au rang d'analphabètes du numérique.

L'illectronisme devient ainsi la nouvelle exclusion sociale, notamment pour les plus âgés. Les services publics sont dématérialisés afin de réaliser de substantielles économies, alors commence le cauchemar pour des milliers de personnes du troisième âge. Comment déclarer ses revenus en ligne ? Comment sélectionner un Ehpad sur « Via-trajectoire » ? Etc… Pour rechercher d'éventuelles aides des caisses de retraites complémentaires, on vous demande de vous créer un compte. Comment vous n'avez pas d'adresse mail ? Les personnes qui avaient déjà du mal à lire et comprendre un document écrit sur papier se retrouvent à être submergées dans des démarches encore plus compliquées.

Double peine, double exclusion pour de nombreuses personnes. Ne parlons pas des pétitions en ligne : elles sont inaccessibles pour les exclus du numérique. C'est la nouvelle démocratie. Heureusement que les enfants et les amis sont présents, sinon la plupart des demandes d'une part non négligeable des seniors resteraient à l'état néant. Et les politiciens auront beau créer des associations de médiation numérique, des « points numériques »…les personnes en précarité ne viendront pas étaler au grand jour leurs difficultés. Nous avions les plans de cohésion sociale, nous avons maintenant la cohésion numérique des territoires. Autres temps, autres mœurs. La dématérialisation entraîne de surcroît, mais personne n'aborde le sujet, une perte de lien social, de communication. Il y a des personnes âgées qui ne parlent à personne dans la journée.

Tout est fait pour isoler de plus en plus les personnes âgées : commandes en ligne (on ne discute plus avec les vendeurs, les caissières…), démarches en ligne (on n'arrive plus à contacter une personne référente au téléphone ; à la banque, on scanne ses chèques sans contact humain…Tout est fait pour éviter les relations humaines de la même manière que tout est fait pour casser le collectif. Et on nous parle de la digitalisation à l'horizon 2022. Pas sûr que le futur soit des plus resplendissants.

Emmanuel Macron est au social ce que Jean-Marie Le Pen est à l'immigration

Avec ses saillies intempestives, du pognon de dingue à tu traverses la rue et tu trouves un travail…, Emmanuel Macron s'essaie au style populiste. En cela, il ne peut incarner le camp des progressistes.

Sur le plan social, le président des riches se dit prêt à éradiquer ou tout au moins combattre « le déterminisme social ». Il continue à proposer des actions qui sont demandées par les associations implantées dans les quartiers dits sensibles. Il ne tient aucunement compte des expériences menées en France ou en Grande-Bretagne par exemple. Sur le plan financier, les budgets, souvent liés à des redéploiements, ne sont pas à la hauteur. Pire, les deux milliards envisagés pour le plan pauvreté sont loin d'être équivalents aux sept milliards de réduction fiscale pour les plus riches en 2018. Monsieur Macron pense que pour sortir de la pauvreté il faut trouver du boulot. Soit, mais la politique menée par son gouvernement a réduit les droits des travailleurs mais elle n'a réduit qu'à la marge la situation du marché de l'emploi. En clair, les travailleurs ont joué perdants-perdants.

Toujours populiste, il demande à ses ministres de ne plus emmerder les retraités. Mais à quel sujet ? Celui des successions ! Là encore, il entend ne pas bousculer ceux qui ont de l'argent car pour les pauvres, la succession est le cadet de leurs soucis. Un membre du gouvernement indique même qu'il faut expliquer et répéter aux retraités qu'ils sont mis à contribution pour que la vie de leurs descendants s'améliore. Mensonge et hypocrisie que tout cela. Les retraités les plus âgés n'ont-ils pas déjà entendu cette chansonnette après-guerre: retroussez-vous les manches pour reconstruire le pays et vous verrez quand vous serez vieux, ça ira mieux, vos efforts seront récompensés. Et maintenant le gouvernement Macron la leur fait à l'envers. On vous ponctionne mais c'est pour vos descendants. Cyniques et méprisables ces politiciens ! La parole politique n'a plus aucune valeur, c'est ce que les jeunes et les moins jeunes doivent retenir.

La fidèle macronie ne nous parle que rarement des seniors sans emploi ni pension de retraite. Pourquoi ? Parce qu'un tiers d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. Avec toutes les incidences que cela comporte sur le plan de la santé. Et surtout avec la réforme des retraites, de nombreux travailleurs/chômeurs basculent dans les minima sociaux et ne bénéficient plus d'indemnisations jusqu'à la liquidation de leurs retraites.

Les chômeurs et les travailleurs n'ont rien à attendre des technocrates de la macronie qui n'envisagent l'humain que sous l'angle de dossiers et d'économies à réaliser.

Goulago (GLJD)

Aux origines de l'écologie

Les développements de l'humanité se lient de la manière la plus intime avec la nature environnante. Une harmonie secrète s'établit entre la terre et les peuples qu'elle nourrit, et quand les sociétés imprudentes se permettent de porter la main sur ce qui fait la beauté de leur domaine, elles finissent toujours par s'en repentir. Là où le sol s'est enlaidi, là où toute poésie a disparu du paysage, les imaginations s'éteignent, les esprits s'appauvrissent, la routine et la servilité s'emparent des âmes et les disposent à la torpeur et à la mort. Parmi les causes qui dans l'histoire de l'humanité ont déjà fait disparaître tant de civilisations successives, il faudrait compter en première ligne la brutale violence avec laquelle la plupart des nations traitaient la terre nourricière. Ils abattaient les forêts, laissaient tarir les sources et déborder les fleuves, détérioraient les climats, entouraient les cités de zones marécageuses et pestilentielles ; puis, quand la nature, profanée par eux, leur était devenue hostile, ils la prenaient en haine, et, ne pouvant se retremper comme le sauvage dans la vie des forêts, ils se laissaient de plus en plus abrutir par le despotisme des prêtres et des rois. […]

Rumford l'a dit depuis longtemps, «on trouve toujours dans la nature plus qu'on y a cherché». Que le savant examine les nuages ou les pierres, les plantes ou les insectes, ou bien encore qu'il étudie les lois générales du globe, il découvre toujours et partout des merveilles imprévues ; l'artiste, en quête de beaux paysages, a les yeux et l'esprit en fête perpétuelle ; l'industriel qui cherche à mettre en œuvre les produits de la terre ne cesse de voir autour de lui des richesses non encore utilisées. Quant à l'homme simple qui se contente d'aimer la nature pour elle-même, il y trouve sa joie, et quand il est malheureux, ses peines sont du moins adoucies par le spectacle des libres campagnes.

Certes les proscrits ou bien ces pauvres déclassés qui vivent comme les bannis sur le sol de la patrie ne cessent point de sentir, même dans le site le plus charmant, qu'ils sont isolés, inconnus, sans amis, et la plaie du désespoir les ronge toujours. Cependant eux aussi finissent par ressentir la douce influence du milieu qui les entoure, leurs plus vives amertumes se changent peu à peu en une sorte de mélancolie qui leur permet de comprendre, avec un sens affiné par la douleur, tout ce que la terre offre de gracieux et de beau : plus que bien des heureux, ils savent apprécier le bruissement des feuilles, le chant des oiseaux, le murmure des fontaines. Et si la nature a tant d'influence sur les individus pour les consoler ou pour les affermir, que ne peut-elle, pendant le cours des siècles, sur les peuples eux-mêmes ? Sans aucun doute, la vue des grands horizons contribue pour une forte part aux qualités des populations des montagnes, et ce n'est point par une vaine formule de langage que l'on a désigné les Alpes comme le boulevard de la liberté.

Elisée Reclus – Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes- 1866

La justice, principe révolutionnaire - Proudhon

Le temps des races initiatrices est passé. Le mouvement ne renaîtra en Europe ni de l'Orient, ni de l'Occident. Elle ne peut venir que d'une propagande cosmopolite soutenue par tous les hommes…sans distinction de race ni de langue.

Quel sera leur drapeau ? Elle ne peut en avoir qu'un, la révolution, la philosophie, la Justice. La révolution est le nom français…la philosophie est son nom germanique, que la justice devienne son nom cosmopolite.

Quel est le principe fondamental, organique, régulateur, souverain des sociétés ? Est-ce la religion, l'idéal, l'intérêt ? Est-ce l'amour, la force, la nécessité ou l'hygiène ? Il y a des systèmes et des écoles pour toutes ces affirmations.

Ce principe, suivant moi, est la Justice.

Qu'est-ce que la Justice ?

- *L'essence de l'Humanité.*

- *Qu'a-t-elle été depuis le commencement du monde ?*

- *- Presque rien.*

- *Que doit-elle être ?*

- *Tout.*

- (De la Justice dans la Révolution. Phil. Popul.)

La loi de nature de même que la loi de Justice étant l'égalité, le vœu de l'une et l'autre identique, le problème, pour l'économiste et pour l'homme d'Etat, n'est plus de savoir si l'économie sera sacrifiée à la Justice ou la Justice à l'économie ; il consiste à découvrir quel sera le meilleur parti à tirer des forces physiques, intellectuelles, économiques, que le génie incessamment découvre, afin de rétablir l'équilibre social, un instant troublé par les hasards du climat, de la génération, de l'éducation, des maladies, et par tous les accidents de force majeure.

C'est une entreprise bien délicate d'accorder le respect dû aux personnes avec les nécessités organiques de la production ; d'observer l'égalité sans porter atteinte à la liberté, ou du moins sans imposer à la liberté d'autre entrave que le Droit. De tels problèmes requièrent une science à part, objective et subjective tout à la fois, moitié de fatalité et moitié de liberté.

(De la Justice dans la Révolution, Les Biens) à suivre…

Grand remplacement ou grand retournement

Tocqueville, chantre de l'idée égalitaire, pense qu'il y a une similitude entre les hommes et une commune appartenance au genre humain. Il privilégie ce qui rapproche, rassemble les gens et non ce qui les sépare et les distingue. Pour lui, l'idée égalitaire fait son chemin : position sociale, âge, sexe et couleur de peau ; dans l'autre, il voit son égal et son semblable : « Les génies les plus profonds et les plus vastes de Rome et de la Grèce n'ont jamais pu arriver à cette idée si générale, mais en même temps si simple, de la similitude des hommes et du droit égal que chacun d'eux apporte, en naissant, à la liberté ; et qu'ils se sont évertués à prouver que l'esclavage était dans la nature, et qu'il existerait toujours. » (De la démocratie en Amérique)

La démocratie grecque qu'on nous a présentée comme idéale était pourtant basée sur la loi du plus fort et de l'esclavage. Les citoyens libres pouvaient discourir à loisir pendant que les esclaves trimaient pour eux.

La démocratie aujourd'hui, si elle a fait des progrès, n'est pourtant pas exempte de reproches. Est-ce vraiment le meilleur système politique ?

Très certainement pour les élites et les groupes qui ont réussi. Un peu moins pour les esclaves salariés, les chômeurs et le quart monde.

L'idée égalitaire d'un point de vue démocratique, même drapée de beaux principes, est une fable que l'on raconte pour endormir le peuple.

Comme l'indique le bandeau de notre blog : « Tous les animaux sont égaux… mais il y en a qui le sont plus que d'autres… ». On pourrait ajouter que les hommes sont plus égaux que les femmes, les Blancs plus égaux que les Noirs… Malgré l'égalité politique, puisque les femmes ont le droit de vote depuis 1944, il n'est que de constater les différences de salaires, conditions de promotion, les difficultés à trouver un emploi à taux plein, le nombre de femmes aux responsabilités politiques et économiques…Donc la démocratie traîne des pieds. Non seulement, elle traîne des pieds mais c'est un système qui sous couvert d'universalité et de progrès, de nobles idées, permet aux nantis de se reproduire et de consolider leurs positions sociales. Nous sommes loin de l'idée égalitaire des libertaires.

C'est pour cela que Marine Le Pen n'a pas plus de difficultés que cela à se présenter comme démocrate. L'extrême droite lui emboîte le pas. Elle s'approprie même des concepts comme la laïcité qui devient dans sa bouche une arme contre les musulmans. La gauche n'est plus que la pâle copie de ce qu'elle était dans les années soixante. Où est passé le CNAL ? Où sont passées les Amicales laïques ? Dans quel état de décrépitude se trouve la gauche après ses accès au pouvoir…On pourrait dire de même que les libertaires se sont repliés dans un cocon élitaire et affinitaire. Que de gâchis tout cela. La course au pouvoir entre clans rivaux nous a amené à la dérive et au renforcement des idées d'extrême droite sur le terrain de la pensée. Les libertaires ont aussi leur part de responsabilité dans cet état de fait.

Ce qui est curieux, pour le moins, c'est que ce sont de nouvelles élites, qui parlent au nom du peuple, qui s'en prennent à d'autres élites. Ce sont les chaises musicales de la politique politicienne.

La Zemmour-mania orchestrée par les médias n'a pas d'équivalent à gauche. Le seul qui avait pignon sur rue, Michel Onfray, vient de se voir « congédié » de France Culture qui retransmettait les cours du philosophe dispensés lors de son Université Populaire.

Macron qui prétendait stopper la dynamique néo-réactionnaire, vient au contraire de faire le lit de celle-ci. L'extrême droite vampirise les réseaux sociaux, installe des librairies, diffuse des journaux vendus en kiosque, soutient des écrivains, forme des gros bras dans des salles de sport…Tous les ingrédients à la Gramsci pour gagner la bataille des idées et les imposer plus tard par la force. L'extrême droite a toujours existé en France mais depuis la Seconde Guerre mondiale, on ne la voyait guère briller après s'être vautrée dans la boue collaborationniste. Elle reprend du poil de la bête car elle s'appuie sur une islamophobie ancrée dans l'opinion publique.

Que la TV nous montre l'Aquarius avec des migrants en situation de souffrance et les gens pensent que l'Europe va être envahie, submergée par un tsunami de migrants. Que les informations nous parlent de terrorisme et l'opinion publique voit l'islamisation qui prend racine dans les quartiers.

L'extrême droite gangrène le terrain de la pensée. Il est encore temps d'inverser cette tendance en inventant d'autres possibles comme les ZAD, d'autres futurs aux valeurs humanistes. La démocratie a failli ; l'humanisme libertaire, le municipalisme libertaire, l'anarcho-syndicalisme, l'écologie libertaire…sont autant de pistes à explorer pour rééquilibrer les rapports de force en faveur du progrès social, de l'entraide et du respect de tous les êtres humains, nos frères.

Patoche (GLJD)

Elections européennes 2019

La clique à Macron commence à avoir le trouillomètre à zéro ; les sondages ne leur sont guère favorables. A force de taper sur les retraités, les fonctionnaires, les salariés du privé, les chômeurs et les étudiants, il ne va rester que les cadres et les patrons pour soutenir la macronie.

Les médias veulent nous emmener sur un clivage Macron/Orban, c'est-à-dire une Europe libérale ouverte pro-européenne incarnée par le président français et une autre fermée, anti-migrants et nationaliste incarnée par les dirigeants hongrois. En réalité, les deux Europe que l'on nous propose sont deux Europe libérales où les droits des travailleurs déclinent au profit d'un patronat toujours plus puissant à l'Ouest comme à l'Est. Les dossiers sociaux sont traités de la même manière, au moins disant. L'Europe proposée par Macron n'a rien de progressiste.

L'extrême droite, xénophobe et violente, est ragaillardie. Elle s'impose dans la rue par des manifestations où les manifestants n'hésitent plus à se heurter aux forces de l'ordre, parfois complaisantes, et à organiser la chasse ouverte prenant l'immigré pour gibier. Le pogrom d'hier est remplacé par les boucs émissaires musulmans. L'extrême droite pavoise dans la rue et dans les urnes en Europe ; on peut se référer aux 17,5% des votes engrangés par le S.D. de Suède.
Le tour de passe-passe de Macron consistera à nous refaire le coup de l'élection présidentielle de 2017 : c'est moi ou l'extrême droite. Sans compter que la macronie nous réchauffe la soupe de l'ancienne UMP de 2009 qui nous parlait d'une Europe qui protège. Dix ans après, c'est un peu comme cette droite chiraquienne qui voulait réduire la fracture sociale, les écarts entre pauvres et riches se creusent. Les décisions de Macron nous amènent sur la pente de la casse sociale tout en éradiquant aucunement les maux qui rongent la société : chômage de masse, peu de perspectives pour les jeunes, gel des salaires, perte de pouvoir d'achat, retraites mises à mal, personnes âgées qui n'ont pas de places en Ehpad, psychiatrie en déshérence, urgences à bout de souffle, inégalités scolaires…et la liste serait trop longue à éditer.

Alors, nous présenter les europhobes, les eurosceptiques comme les méchants, on n'est pas sûr que ça motive l'électeur lambda de voter pour la clique à Macron.
Les votes cautionnent les prétendants aux trônes. Les travailleurs n'ont rien à gagner en votant pour les uns ou pour les autres. Quand les travailleurs en lutte tiennent la rue, on ne parle plus des faschos. Quand la mobilisation populaire est importante, les travailleurs obtiennent des avantages ou contrecarrent les projets néfastes pour eux. L'attaque actuelle de la macronie contre les retraites peut être un point d'appui pour de possibles mobilisations sociales réussies. Le choix consiste plutôt, que de voter, entre le combat contre la perte de nos acquis ou fermer sa gueule et subir le libéralisme prôné par l'extrême droite, la droite, le centre ou le Parti socialiste.

Ce sont les politiques libérales de casse sociale menées depuis des années qui sont responsables de la montée de l'extrême droite. Macron va devoir sortir de son jeu d'équilibriste: favoriser l'extrême droite par des politiques d'austérité et se présenter comme un rempart face à cette même extrême droite ou changer de paradigme.

Jeanba. (GLJD)

Ces curés, prédateurs sexuels

Les abus sexuels ont une dimension universelle et se comptent par milliers. Compte tenu des adultes qui n'osent porter plainte, nous sommes certainement en deçà de la réalité des chiffres. Nous avons en mémoire des journaux anarchistes à la fin du XIXème siècle qui donnaient les noms des prêtres qui avaient abusé d'enfants. De même le journal allemaniste « Le Progrès », avant la Première Guerre mondiale, avait dénoncé un prêtre accusé d'attouchements dans le Nord de la France…C'est dire que le problème de la pédophilie des prêtres n'est pas nouveau et qu'il a été couvert pendant des décennies par la hiérarchie ecclésiastique. On peut même dire avec certitude que les turpitudes sexuelles des curés et prélats sont intemporelles. Mais ceux et celles qui ont eu leur vie pourrie par les violences commises quand ils étaient mômes commencent à s'organiser et porter plainte. Et croyez-nous, dieu n'y pourra rien changer.
En août 2018, un rapport accablant publié à la suite d'une enquête du procureur de Pennsylvanie a dévoilé des abus sexuels perpétrés par plus de 300 « prêtres prédateurs » entre 1940 et 2010. Et la Pennsylvanie n'est qu'une partie des Etats-Unis…

Nous avions dévoilé de nombreux cas de pédophilie au Mexique, en Amérique latine, aux Etats-Unis, en France…dans les colonnes du libertaire. Nous revenons à la charge avec des éléments nouveaux. C'est fini l'omerta pour l'église. Dans le journal « Le Monde » du samedi 15 septembre 2018, nous apprenons que de 1946 à 2014, 1670 membres de l'église catholique allemande ont agressé sexuellement 3677 mineurs, en majorité des garçons de moins de 13 ans.

« Aux Pays-Bas aussi, les cardinaux et les évêques ont couvert des agressions sexuelles. » Plus de la moitié des évêques et cardinaux néerlandais actifs entre 1945 et

2010 ont eu connaissance d'agressions sexuelles commises au sein de l'Eglise catholique néerlandaise, a révélé, samedi 15 septembre, le quotidien de référence NRC. L'Eglise catholique n'en finit plus d'être secouée, partout dans le monde, par de nouveaux scandales de pédophilie couverts par la hiérarchie, au nom de la protection de l'institution.

A vrai dire depuis des centaines d'années, un nombre significatif de prêtres ont abusé des centaines de milliers d'enfants de par le monde. En toute charité chrétienne, certainement. Toutes les religions sont nuisibles car liberticides. La religion catholique n'échappe pas à la règle, elle est même la pire en ce qui concerne le rapport aux enfants. Nous n'oublions pas d'autres religieux qui enrôlent les gosses dans leurs armées. Au moins, en tant qu'athées, nos enfants n'ont pas eu à subir les attouchements de ces fumiers de curés. Que ces derniers aillent au diable !

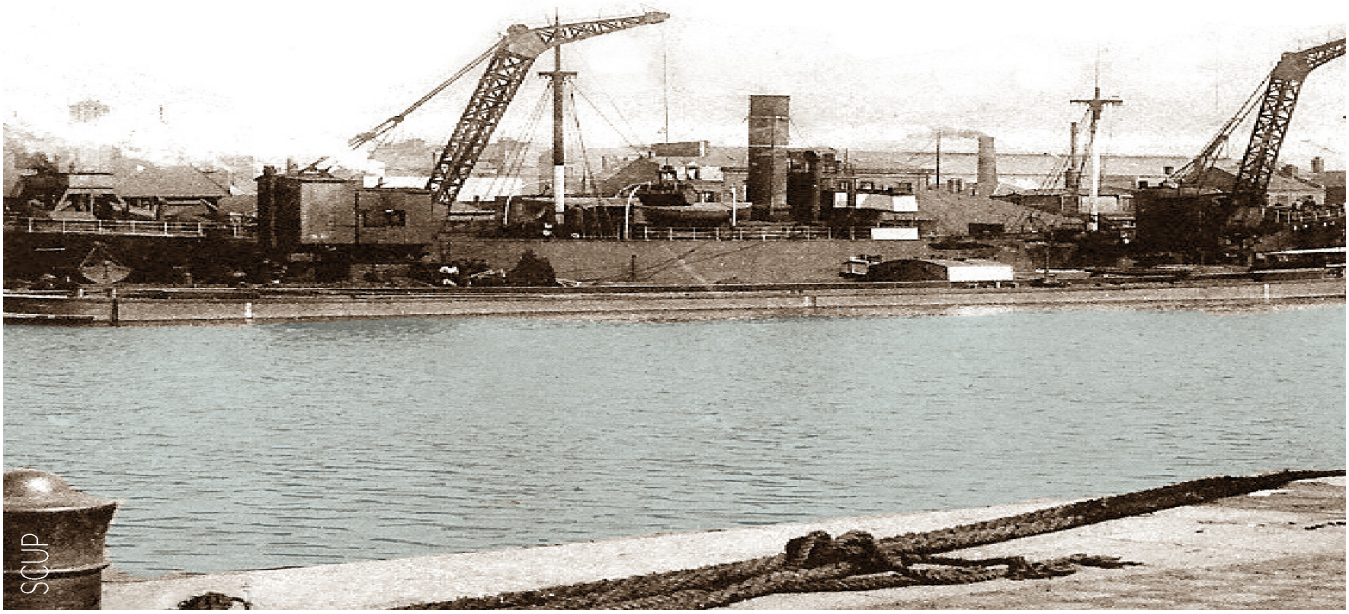
Par ailleurs, des ecclésiastiques peuvent en toute impunité continuer d'agresser sexuellement des nonnes. L'une d'elle, dans la région du Pendjab, a attiré l'attention de l'église et des autorités indiennes sur le cas d'un évêque, Franco Mullackal, qui serait l'auteur de treize agressions sexuelles contre une sœur de la Congrégation des missionnaires de Jésus-Christ. Les nonnes au Kerala se révoltent. On assiste à un combat très inégal opposant une religieuse sans argent à la toute- puissance de l'Eglise. Gageons que dans cet Etat où les catholiques représentent près d'un cinquième de la population, l'évêque Franco ne risquera pas grand-chose. Le silence de l'église autour de cette affaire est assourdissant.

PATRICE RANNOU

DOSSIER JULES DURAND

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

CONDAMNÉ À MORT EN 1910 — RÉHABILITÉ EN 1918



Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com